

Les assistants d'éducation du collège en grève

La polémique

« **Les AED ne sont pas des pions (nes).** » « **Le vaccin anti-Covid de l'Éducation nationale : l'AED.** » Deux banderoles sont accrochées aux grilles d'entrée du collège Roger-Bellair, hier matin.

Devant, les six assistants d'éducation (AED) de l'établissement font le piquet de grève. Ils expriment ainsi leur désarroi face à la situation qu'ils vivent, regrettant de ne pas être considérés et d'être malléables à merci.

La coupe est pleine

« **Les contraintes sanitaires font que tout se dégrade au fil des semaines,** explique Gédéon Helbert, un des grévistes. **La semaine dernière, nous avons dû faire face à l'absence de douze professeurs atteints du Covid-19 ou cas contacts. Nous ne pouvons plus remplir notre mission auprès des élèves et devons en effectuer d'autres pour compenser les absences. Nous sommes successivement infirmiers, secrétaires, gardes d'enfants, agents d'accueil, interlocuteurs de parents qui nous adressent des reproches, diplomates, psychologues etc.** »

La coupe est pleine. Ils ne sentent pas, en outre, considérés à leur juste valeur, estimant que « **ce sont les pions qui permettent de garder le collège ouvert** ».

Ils n'en veulent pas particulièrement à leur direction mais plutôt à l'Éducation nationale qui selon, eux, n'agit pas assez. « **Nous avons ainsi eu le renfort de deux AED, lundi, puis de deux autres, mais ce n'est qu'une solution temporaire de deux ou trois jours. Nous demandons que les professeurs absents soient remplacés et qu'il y ait davantage d'AED sur une durée plus longue. Cela permettrait que le collège fonctionne dans des conditions satisfaisantes.** »

Le principal a écouté leurs doléances, mardi matin. « **Nous souhaiterions qu'il ait un rôle de médiateur auprès de l'Éducation nationale afin que nous puissions obtenir ces**

remplacements et postes supplémentaires », conclut Gédéon Helbert.



Six assistants d'éducation du collège Roger-Bellair ont dressé un piquet de grève, mardi matin, pour protester contre leurs conditions de travail. Ouest-France